

# Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

## Échec des Membres à résoudre l'impasse de la présidence des négociations sur l'agriculture

**Les Membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se sont réunis de manière informelle le 24 mars en après-midi à l'échelle des chefs de la délégation pour essayer de résoudre l'impasse de l'élection du nouveau président des négociations sur l'agriculture qui doit remplacer le président sortant, l'ambassadeur de la Nouvelle-Zélande Vangelis Vitalis. Lors de la réunion, qui a duré environ une heure, les Membres ne sont pas parvenus à un consensus, a affirmé une source sûre.**

Les sources affirment que l'Inde continue de bloquer le processus de sélection en maintenant son appui à l'ambassadrice de Hong Kong, Irene Young, alors qu'une majorité des Membres veulent voir l'ambassadeur uruguayen, Gustavo Balbela, prendre la présidence du groupe de négociation sur l'agriculture. D'autres, entre-temps, ont suggéré l'ambassadeur mexicain, Roberto Zapata, comme compromis potentiel, puisque le Mexique n'est pas membre du Groupe de Cairns ni du G-33. Cependant, cette solution ne semble pas avoir convaincu l'Inde, dont l'ambassadrice a décidé de bloquer le processus.

Par conséquent, les réunions de négociation sur l'agriculture sont toujours en suspens. La question est maintenant entre les mains du président du Conseil général, Xavier Carim (Afrique du Sud), qui poursuivra ses consultations pour parvenir à une solution le plus rapidement possible afin que le groupe puisse reprendre son travail.

Des sources affirment que l'ambassadrice Anjali Prasad (Inde) doit être remplacée en mai, ce qui pourrait ouvrir la porte à une résolution de la crise puisque son remplaçant ne sera peut-être pas aussi catégorique qu'elle.

D'ailleurs, plusieurs comités ont organisé des réunions avec leurs présidents sortants respectifs, à partir de la semaine du 27 mars, pour commencer tranquillement à faire avancer les choses, ont affirmé des représentants officiels. C'est le cas du Comité de l'agriculture, présidé par le Canadien Garth Ehrhardt, dont le mandat à la tête du groupe a pris fin en février.

Jusqu'à présent, aucune délégation n'a réagi trop fortement à cette situation, sachant que les États-Unis ne sont pas prêts à s'engager dans une discussion à l'heure actuelle. Toutefois, des sources affirment que l'OMC pourrait connaître une crise importante si les pays commencent à mettre en doute la légitimité des réunions si aucun consensus n'est atteint sur une question telle que la présidence des comités.

### **Discussion au sein du Comité de l'agriculture sur les subventions agricoles des États-Unis et de l'UE**

Le Comité de l'agriculture a tenu une réunion le 27 mars malgré l'impasse dans la sélection du président. L'attaché canadien en matière d'agriculture, Garth Ehrhardt, présidait la réunion où les Membres ont échangé des questions et des réponses sur leurs politiques agricoles respectives.

Le Comité a discuté de ses préoccupations à l'égard des subventions agricoles et particulièrement du récent avis sur les subventions internes des États-Unis pour 2014, qui tient compte de la nouvelle Loi agricole du pays. Les États-Unis ont déclaré un montant total pour leur mesure globale de soutien (MGS) de 3,8 milliards de dollars américains, ce qui est bien en deçà de leur plafond actuel de 19,1 milliards de dollars américains.

L'UE a aussi fourni des renseignements détaillés sur son plus récent soutien interne en agriculture, qui couvre l'année commerciale 2013-2014. L'UE a déclaré 5,9 milliards d'euros en MGS au cours de la période, ce qui est aussi bien en deçà de son engagement de 72,3 milliards d'euros.

Comme le Royaume-Uni devait officiellement invoquer l'article 50 pour quitter l'UE, l'Indonésie et d'autres pays dont l'Argentine, la Chine, la Russie et les États-Unis, ont demandé à la commission de

clarifier la manière dont le Royaume-Uni prévoit allouer ses CT pour les produits agricoles, ainsi que la procédure pour accorder le Système généralisé de préférences aux pays en développement.

Dans une courte réponse, l'UE a souligné qu'elle fournirait une réponse plus substantielle en temps et lieu puisque, pour l'instant, la politique commerciale extérieure commune de l'UE est toujours en vigueur pour tous ses États membres, dont le Royaume-Uni, qui n'a pas encore quitté l'UE.

**Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.**

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : [www.producteurslaitiers.ca](http://www.producteurslaitiers.ca), [www.poulet.ca](http://www.poulet.ca), [www.lesoeufs.ca](http://www.lesoeufs.ca), [www.leseleveursdedindonducanada.ca](http://www.leseleveursdedindonducanada.ca), [www.chep-poic.ca](http://www.chep-poic.ca)

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

